



HAL
open science

Puier aux sources d'Avril, découvrir l'espoir, inventer l'avenir

José Carlos Janela Antunes

► **To cite this version:**

José Carlos Janela Antunes. Puier aux sources d'Avril, découvrir l'espoir, inventer l'avenir. Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2005, Mémoires d'avril: 1974-2004, trente ans de la révolution des Cilleis au Portugal, 80, pp.25-29. 10.3406/mat.2005.1062 . hal-03747103

HAL Id: hal-03747103

<https://hal.science/hal-03747103>

Submitted on 12 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Puiser aux sources d'Avril,

José Carlos JANELA ANTUNES

découvrir l'espoir, inventer l'avenir

« O 25 de Abril [...] foi passado e continua a ser futuro »

(Alberto Martins)¹

Ce texte a pour objectif, dans un premier temps, de dresser un tableau du Portugal pendant les toutes dernières années de l'État nouveau². Cela peut nous aider, dans un deuxième moment, à comprendre l'écllosion de la révolution des Œillets et la portée de son message jusqu'à nos jours.

Quand on étudie les sources historiques à présent disponibles aux archives du Quai d'Orsay et qui correspondent, pour le Portugal, à la période de 1971-1973³, on constate que la situation politique portugaise de l'époque était dans l'impasse et cela malgré la volonté affichée par Marcello Caetano, le successeur de Salazar, dès son arrivée au pouvoir (1968), de s'engager sur la voie dite de l'évolution dans la continuité. D'après les sources que nous avons pu consulter, il nous semble que ce blocage découlait de l'héritage de Salazar mais aussi de l'incapacité politique de son successeur.

L'héritage de Salazar

Au moment de son arrivée au pouvoir, Marcello Caetano a reçu un lourd héritage politique dont les composantes fondamentales étaient : la guerre outre-mer, qui durait depuis le début des années soixante⁴, les difficultés d'évolution du régime et l'absence de participation des citoyens dans la vie publique.

José Carlos JANELA ANTUNES : docteur en études portugaises de l'Université de Paris-IV (thèse sur *Le Portugal de la Restauração . La politique du Comte de Castelo Melhor (1662-1667) et l'attitude de la France*). Il est membre du GRECUN. Ses travaux de recherche portent sur le monde ibérique et lusophone (histoire moderne et contemporaine). Il a enseigné à l'Université Paris-X Nanterre et à l'Université de Pau. Actuellement il enseigne au lycée international de Saint-Germain-en-Laye.

La guerre outre-mer

La lutte outre-mer était en effet « l'élément essentiel la vie nationale [portugaise] » comme soulignait, à l'époque, l'ambassadeur français à Lisbonne, Jacques Tiné. D'après ce diplomate, le coût de la guerre coloniale représentait 45 % du budget de l'État. Le conflit devenait ainsi « un frein à la politique du développement métropolitain⁵ ». La poursuite des combats en Afrique était incompatible avec la modernisation économique du pays. Cela était clair aux yeux de tous les observateurs étrangers, mais pas pour le président du Conseil des ministres du Portugal.

« Le mérite de M. Caetano et de son gouvernement, ou au moins d'une partie de celui-ci [écrivait l'ambassadeur français en avril 1971], demeure donc de bien rester convaincu de la nécessité de l'effort de modernisation de l'économie du pays et de continuer à défendre cette politique même alors que le poids de l'affaire d'outre-mer [sic] paralyse les autres domaines de l'action gouvernementale. Toutefois, même dans ce domaine, le chef du gouvernement ne voit pas, ou affecte de ne pas voir, les données réelles du problème puisqu'en cautionnant désormais sans nuance la défense de l'outre-mer [sic] il semble estimer que les deux entreprises, coloniale en Afrique et modernisatrice en Europe, sont conciliables, ce qui paraît de plus en plus douteux, en raison des perspectives d'aggravation quasi infinie des charges militaires et civiles d'outre-mer. [...] La politique de Lisbonne et l'avenir du pays [conclut le diplomate français] apparaissent donc plus que jamais hypothéqués par l'affaire coloniale⁶. »

Il aurait fallu avoir le courage de mener une autre politique en ouvrant des négociations avec les mouvements nationalistes africains. Mais ce n'était pas possible pour Marcello Caetano. D'après l'historien César Oliveira, le chef du gouvernement portugais était

1. Pizarat Correia, Alberto Martins e Carvalho da Silva, « Mesa-redonda : A esperança de Abril e a situação actual », in *Seara Nova*, edição Primavera, n° 83, janeiro-fevereiro-março, 2004, Lisboa, editorial Caminho, p. 3.

2. O Estado novo, comme l'intitulait Antonio Oliveira Salazar.

3. Nous n'avons pu utiliser qu'une partie des documents conservés aux archives du Quai d'Orsay car, pour la plupart, ils ne sont pas toujours accessibles aux chercheurs.

4. Le conflit avait commencé en février 1961 en Angola. Plus tard, les combats se sont engagés aussi en Guinée-Bissau (1963) et au Mozambique (1964).

5. Archives du ministère des Affaires étrangères (MAE), Direction Europe, Portugal, Politique intérieure, carton n° 3493. Télégramme n° 15-25, Lisbonne, le 14 janvier 1971, à l'attention de M. De Nazelle.

6. Archives du MAE, Direction Europe, Portugal, Politique intérieure, carton n° 3493. Ambassade de France au Portugal. Lisbonne, le 8 avril 1971. [Dépêche] n° 357/EU. Jacques Tiné, ambassadeur de France au Portugal à Son Excellence Monsieur le ministre des Affaires étrangères.

7. César Oliveira, *Portugal, dos quatro cantos do Mundo à Europa : a descolonização (1974-76). Ensaio e documentos*, Lisboa, edições Cosmos, 1996, pp. 47-48.

8. Archives du MAE, Direction Europe, *Portugal, Politique intérieure*, carton n° 3493. Ministère des Affaires étrangères, Direction des affaires politiques, Europe, S/ Direction d'Europe méridionale, Paris, le 29 mars 1973, pp. 1-2.

9. César Oliveira, *Portugal, dos quatro cantos do Mundo, à Europa : a descolonização (1974-76, Ensaio e documentos, op. cit.*, p. 53.

10. Joaquim Magalhães Mota, «Ala liberal », in Fernando Rosas, J. M. Brandão de Brito (dir.), *Dicionário de História do Estado Novo*, Venda Nova, Bertrand Editora, 1996, vol. 1, p. 32.

11. Troublé par l'enthousiasme populaire déclenché autour du général Humberto Delgado qui avait failli remporter les élections présidentielles de 1958, Salazar a fait réviser la Constitution (août 1959). Le président de la République était élu dorénavant par un collège électoral restreint de 602 grands électeurs.

12. Marcello Caetano, *Depoimento*, Rio de Janeiro / São Paulo, Distribuidora Record, 1974, pp. 80-81.

13. Archives du MAE, Direction Europe, carton n° 3493, *Portugal, Politique intérieure*. Dépêche n° 282/EU, Ambassade de France au Portugal, Lisbonne, le 22 mars 1973. Jacques Tiné, ambassadeur de France au Portugal, à son Excellence Monsieur le ministre des Affaires étrangères.

14. Archives du MAE, Direction Europe, *Portugal, Politique intérieure*, carton n° 3493. Ambassade de France au Portugal, n° 282/EU, Lisbonne, le 22 mars 1973. Jacques Tiné, ambassadeur de France au Portugal, à son Excellence Monsieur le ministre des Affaires étrangères.

prisonnier de la faction ultra-droitière du régime dès son arrivée au pouvoir. En effet, à l'époque, les ultras de l'*Estado novo* avaient obtenu du nouveau président du Conseil son engagement dans une « *défense intrinsèque des domaines d'outre-mer* » par l'intermédiaire du président de la République, l'amiral Américo Tomaz. Salazar ayant été écarté, le Portugal aurait pu négocier avec les mouvements de libération africains, qui, selon le même auteur, n'auraient pas refusé le dialogue⁷. Faute d'une réponse politique (la solution militaire n'étant pas envisageable contre une guerre de guérilla), le problème colonial risquait encore de condamner le Portugal à l'ostracisme, à l'égard de la communauté internationale.

Dans une longue note du Quai d'Orsay au sujet du Portugal, datée du 29 mars 1973, à Paris (soit quatre ans et demi après l'arrivée de Marcello Caetano au pouvoir), les responsables de la diplomatie française saisissaient le nœud du problème. Ils écrivaient : « *Le problème d'outre-mer hypothèque la politique extérieure du Portugal. Tout en refusant de s'engager dans la voie de la décolonisation, le gouvernement de Lisbonne souhaite éviter l'isolement. Le vote par le Conseil de sécurité [de l'Organisation des Nations unies] de la résolution 323 du 22 novembre 1972 a été à cet égard une épreuve sévère. Le Portugal y est invité à engager des négociations avec les "parties intéressées" en vue de mettre fin aux conflits armés et de permettre l'exercice du droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Or ce texte a été adopté à l'unanimité [à l'ONU]. Prêts à prendre certains contacts avec des gouvernements africains et avec l'OUA [l'Organisation de l'unité africaine], les Portugais refusent toute discussion avec les mouvements de libération, c'est-à-dire [ils refusent] tout abandon de leur conception luso-africaine de l'avenir des "provinces"*⁸. »

En conclusion, Marcello Caetano n'osait pas ouvrir la voie de la solution négociée pour résoudre la question coloniale. Selon César Oliveira, le président du Conseil des ministres rentrait ainsi (et le Portugal avec lui) dans une énorme « *camisole de force*⁹ » qui bloquait non seulement toute possibilité d'évolution politique intérieure, mais aussi les tentatives de rapprochement avec l'Europe et encore le développement économique et social.

Renouveler le régime : une mission impossible

Dans le cadre de son intention affichée de renouvellement de la vie politique, « l'évolution dans la continuité », Marcello Caetano avait réussi à faire entrer à l'Assemblée nationale une douzaine de députés, plus tard nommés « l'aile libérale ». Les noms les plus connus du public étaient ceux de José Pedro Pinto Leite, Francisco de Sá Carneiro, João Miller Guerra et Francisco Pinto Balsemão. Élus dans les listes du parti gouvernemental, en octobre 1969, ces députés dits

« libéraux » souhaitaient voir s'installer au Portugal « *un régime politique de liberté où la discussion politique, le contrôle des actions du gouvernement et le libre choix des représentants de la nation seraient possibles* », selon Miller Guerra¹⁰.

Tout au long de la législature (1969-1973), les députés « libéraux » ont présenté à l'Assemblée nationale plusieurs projets de loi (sur la liberté de la presse, sur la réforme des universités et d'autres) qui ont été systématiquement rejetés. En 1971, ils ont présenté un projet de révision constitutionnelle qui prévoyait (ce n'est qu'un exemple) le retour au suffrage universel pour l'élection du président de la République¹¹. D'après Marcello Caetano, cette proposition n'était pas acceptable car il ne fallait pas changer un système qui ne fonctionnait que depuis 1965 et il l'a fait savoir aux « libéraux ». En réalité, dans son *Depoimento* (un ouvrage rédigé pendant son séjour au Brésil après avoir été renversé du pouvoir), l'ex-président du Conseil avoue qu'il ne souhaitait pas prendre le risque d'une campagne électorale pendant laquelle ses opposants ne manqueraient pas de faire de la propagande contre sa politique d'outre-mer¹².

La correspondance diplomatique française nous rapporte un deuxième fait très révélateur de la sclérose du régime et de son incapacité d'évolution. Il s'agit de l'attitude du secrétaire d'État à l'Information et au Tourisme, César Moreira Baptista. Ce dernier, « *dans un discours qu'il a prononcé le 19 février dernier [1973] à l'occasion d'une remise de prix à des écrivains et à des artistes [...] [déclarait que] "l'État portugais [...] a fait son choix de valeurs essentielles qui sont : Dieu, la patrie, la famille et l'autorité"*¹³. » Cet homme de confiance de Marcello Caetano réaffirmait ainsi des principes et des valeurs qui ne laissaient pas le moindre doute sur la nature de l'*État nouveau*, un régime n'ayant pas les ressources nécessaires à une hypothétique rénovation.

Le discours de César Moreira Baptista, n'était pas innocent. Il entendait par là répliquer aux députés Sá Carneiro et Miller Guerra qui à l'Assemblée nationale avaient critiqué l'attitude du régime à l'égard des journaux et de l'ensemble des médias d'information en accusant le gouvernement d'étouffer l'exercice des libertés fondamentales. Considérant que l'*État nouveau* n'était pas susceptible d'être réformé de l'intérieur, Miller Guerra avait présenté sa démission (tout comme Sá Carneiro l'avait fait quelques jours auparavant). Le député, écrit l'ambassadeur français à Lisbonne, protestait ainsi « *par ce geste spectaculaire contre l'autoritarisme et l'immobilisme d'un pouvoir caractérisé [...] notamment, selon M. Miller Guerra, par "la censure dans le domaine de l'esprit et la police politique dans le domaine physique"*¹⁴ ». En effet, malgré les réformes timides ébauchées par Marcello Caetano, la situation de fond restait toujours la même. La police politique, l'ancienne police d'investigation et de défense de l'État (PIDE), nommée Direction générale de sécurité (DGS), poursuivait les arrestations arbitraires et la torture. En ce

qui concerne la censure, nous donnons la parole à l'ambassadeur Jacques Tiné dont le témoignage ne permet pas le doute sur la vraie nature des réformes de Marcello Caetano : « La censure, [...] reste au cœur des problèmes politiques et sociaux actuels [...]. Une loi adoptée par le Parlement le 4 août 1971 et entrée en vigueur le 1^{er} juin dernier [1972] [l'a] officiellement abolie en matière de presse. Décision d'incidence purement formelle [écrit l'ambassadeur] puisque, [...] les attributions de l'ex-direction des services de la censure, [...] ont été transférées telles quelles à des commissions dites d'examen préalable placées sous l'autorité du secrétaire d'État à l'Information et dont le gouvernement désigne souverainement les membres qui ont tous le statut de fonctionnaire¹⁵. »

En conclusion, l'évolution ne pouvait pas se faire à partir de l'Assemblée nationale où les députés les plus dynamiques n'avaient pas eu d'autre alternative que de claquer la porte. La censure sur la presse rendait impossible le débat sur les problèmes les plus urgents du pays. La police politique était partout. La participation des citoyens dans la vie publique était presque réduite à néant.

Pas de participation citoyenne à la vie politique

En ce qui concerne la participation des citoyens à la vie publique, la diplomatie française à Lisbonne fait état de deux sondages d'opinion (une nouveauté dans le Portugal de l'époque) publiés au moment de la campagne électorale de 1973, l'une par l'Institut portugais d'opinion publique (IPOPE), de caractère semi-officiel, et l'autre par l'hebdomadaire *Expresso*.

D'après le premier sondage, seuls les 34,4 % de la population étaient inscrits dans les listes électorales (avec une large majorité d'hommes) et ils ne représentaient environ que 20 % des électeurs¹⁶. Il apparaît, par ailleurs, qu'aux élections législatives de 1969 seuls 21,2 % des électeurs s'étaient déplacés aux urnes. Cette étude d'opinion laisse aussi apparaître que toutes les questions demandant une appréciation personnelle de la vie publique restaient sans réponse. Il n'était pas possible de savoir si ce mutisme (plus fréquent chez les femmes que chez les hommes) était le fruit de l'ignorance ou si les gens se taisaient par peur de la police politique. De toute façon, la population ne se montrait guère intéressée par la politique. Seuls 50 % des personnes interrogées connaissaient les noms d'un ministre ou d'un député. Les noms de Sá Carneiro et de Casal Ribeiro (ce dernier étant un ultra du régime et un farouche adversaire de « l'aile libérale ») se trouvant parmi les plus cités. Nous devons conclure que, dans le Portugal de Marcello Caetano, le divorce était total entre l'ensemble de la population et la vie politique. Cette situation est confirmée par l'extrait qui suit et qui fait partie d'une dépêche envoyée à Paris par les diplomates français en poste à Lisbonne : « L'IPOPE [écrit

l'ambassadeur français] a limité ses investigations à une population "âgée de plus de 21 ans, résidant dans des localités d'au moins 10 000 habitants, touchée quotidiennement par les moyens d'information habituels et bénéficiant d'un minimum de culture". Les milieux ruraux ayant été exclus de ce sondage, il y a donc lieu de considérer qu'il reflète une image plutôt optimiste de la réalité¹⁷. »

Le deuxième sondage publié par l'hebdomadaire *Expresso* corroborait cette conclusion. Il montrait les Portugais désireux de jouir du bien-être. Ainsi 90 % des gens souhaitaient l'amélioration des soins de santé et 89 % auraient aimé voir le coût de la vie se stabiliser. Ils étaient 70 % à souhaiter une solution pour les questions d'outre-mer et 50 % à vouloir participer plus activement à la vie politique nationale. Malgré cela, 36 % disaient ignorer l'existence du parti gouvernemental, l'Action nationale populaire (ANP), le seul autorisé, et 45 % affirmaient ne pas connaître la CDE (Commission démocratique électorale), mouvement politique d'opposition, tandis que 77 % affirmaient ne jamais avoir entendu parler des « députés libéraux ». Ce deuxième sondage, tout en exprimant l'aspiration des gens à un meilleur niveau de vie, confirme le premier en ce qui concerne l'absence de participation citoyenne à la vie politique.

Le témoignage de Bernard Durand le nouvel ambassadeur de France à Lisbonne, ne nous laisse pas le moindre doute. « Ces sondages d'opinion [écrit l'ambassadeur français] n'échappent pas aux réserves qu'appellent habituellement ces sortes d'enquêtes. Il reste qu'au dire même des commentateurs les plus attachés au régime, ces résultats, de quelque façon qu'on les interprète, font apparaître une indifférence, une inertie, voire même une indigence dont le gouvernement ne peut pas ne pas tenir compte même s'il en profite largement¹⁸. »

La guerre coloniale en Afrique, un régime despotique et sclérosé dont l'évolution s'avérait impossible, et l'inertie de la société civile privée des libertés fondamentales, voilà l'héritage reçu par le successeur de Salazar au moment de son entrée en fonctions. Il aurait fallu que ce dernier soit un homme d'État capable de trancher le nœud gordien de l'immobilisme. Toutefois et selon nos sources, une telle attitude était incompatible avec la personnalité même de Marcello Caetano.

Un homme logique prisonnier du salazarisme

Les sources historiques auxquelles nous avons eu accès nous montrent le président du Conseil des ministres en proie aux pressions de la droite la plus radicale représentée par l'ancien ministre des Affaires étrangères de Salazar, Franco Nogueira. Ce dernier « écouté semble-t-il avec bienveillance par le président de la République [l'amiral Américo Tomaz] et soutenu

15. Archives du MAE, Direction Europe, Portugal, Politique intérieure, carton n° 3493. Ambassade de France au Portugal, n° 282/EU, Lisbonne, le 22 mars 1973. Jacques Tiné, ambassadeur de France au Portugal, à son Excellence Monsieur le ministre des Affaires étrangères.

16. En 1973 le corps électoral ne comptait que 1 800 000 électeurs. Après la révolution des Œillets, 6 231 372 hommes et femmes se sont inscrits au recensement électoral. Cf. José Medeiros Ferreira, « Portugal em transe (1974-1985) », in José Mattoso (dir.), *História de Portugal*, vol. 8, s. 1., editorial Estampa, s. d., p. 199.

17. Archives du MAE, Direction Europe, Portugal, Politique intérieure, carton n° 3493. Ambassade de France au Portugal. RB/JS, n° 1170/EU. Lisbonne, le 15 novembre 1973. Bernard Durand, ambassadeur de France au Portugal à son Excellence Monsieur le ministre des Affaires étrangères.

18. Archives du MAE, Direction Europe, Portugal, Politique intérieure, carton n° 3493. Ambassade de France au Portugal. RB/JS, n° 1170/EU. Lisbonne, le 15 novembre 1973. Bernard Durand, ambassadeur de France au Portugal à son Excellence Monsieur le ministre des Affaires étrangères.

par les principaux intérêts économiques attachés à la défense de l'outre-mer, avait constitué [selon les sources diplomatiques françaises] la principale opposition déclarée au chef du gouvernement¹⁹ », que les ultras appuyés par le président Américo Tomaz surveillaient étroitement.

La partie des sources diplomatiques françaises que nous avons pu consulter contient aussi un article de Juan Domingo Alos, journaliste du périodique espagnol *Madrid* et considéré proche de l'Opus Dei. Cet auteur nous dévoile quelques traits de la personnalité de Marcello Caetano qui peuvent sans doute expliquer ses difficultés, voire même son incapacité, à prendre des mesures politiques courageuses : « *Salazar [écrit Juan Domingo Alos] était physiquement hors de combat ; mais [au moment où Caetano est arrivée au gouvernement] l'arbitre continuait d'être le salazarisme, peu disposé à perdre le monopole politique. Et le salazarisme imposa de dures conditions que Caetano dût accepter. Depuis sa prise du pouvoir, discours après discours, on peut relever la tension dramatique de cet homme pondéré, tranquille et systématique comme ses traités de droit constitutionnel et de droit administratif*²⁰. »

Prisonnier de son légalisme, incapable de faire évoluer le régime et moins encore d'ébaucher une quelconque rupture avec le passé salazariste, le successeur de Salazar restait dans l'impasse et le Portugal avec lui. Les espoirs d'ouverture politique inaugurés par l'avènement de Marcello Caetano²¹ cédaient la place aux désillusions au Portugal et à l'étranger.

« *Comme succédané de toute [politique] ambitieuse, [poursuit l'article publié par le journal Madrid] on propose des réformes techniques timides, improvisées, discutables et exploitées sans les précautions nécessaires : projets de loi d'éducation et de presse, travaux de développement économique et de réforme régionale, établissement d'une carte nationale d'identité*²². »

La correspondance des diplomates français à Lisbonne nous montre le président du Conseil incapable de définir une politique à la hauteur des défis historiques de ce début de la décennie des années soixante-dix. Le départ des députés « libéraux » n'est qu'une preuve supplémentaire de cette incapacité, mais d'autres secteurs de la société bougeaient. Tout d'abord, les groupes d'opposition au régime, notamment la Ligue d'union et d'action révolutionnaire (Luar) et l'Action révolutionnaire armée (Ara) proche du Parti communiste portugais (PCP). La diplomatie française se fait l'écho de toute une série d'attentats (notamment ceux de l'Ara) très bien ciblés et très bien organisés car, tout en évitant l'effusion de sang, leurs auteurs réussissaient à nuire au régime et à obtenir un important retentissement de leurs faits au Portugal et à l'étranger. Ce fut le cas, par exemple, des attentats commis contre les installations de l'Otan près de Lisbonne, aux mois de juin et d'octobre 1971²³. Mais Marcello Caetano essayait aussi des difficultés dans deux secteurs sociaux où traditionnelle-

ment la fidélité au régime était la règle : l'Église et l'armée. C'est ainsi que le premier document diplomatique de l'année de 1973 s'ouvre avec l'affaire de la « Capela do Rato », une église de Lisbonne où la police était intervenue [pendant la nuit du Nouvel An] contre un groupe de catholiques en réflexion sur le thème de la guerre coloniale. L'intervention musclée de la police à l'intérieur même du temple, et l'arrestation des participants, avaient provoqué des tensions entre le régime et l'Église, tous les deux mis dans l'embarras par des catholiques qui puisaient leurs idées dans les encycliques des papes Jean XXIII et Paul VI ainsi que dans les documents du concile Vatican II.

Cependant, un autre danger plus grave encore guettait le président du Conseil et le régime. Il s'agissait du mécontentement au sein de l'armée. Une note de l'ambassade de France au Portugal, datée du 6 décembre 1973, fait état du malaise régnant chez les militaires de carrière et les appelés. Les premiers se sentaient blessés car le gouvernement, enlisé dans la guerre africaine et souhaitant augmenter rapidement le nombre des officiers exigé par les opérations militaires, venait de publier un décret qui permettait l'accès des appelés au même statut que les militaires de carrière, moyennant le passage réussi par un cours de formation intensive. La grogne persistait surtout chez les officiers de rang moyen qui manifestaient aussi un désir de réformes politiques et sociales.

Les diplomates français le soulignent dans leur texte, dont nous citons un extrait : « *L'armée, [...] souffre d'un malaise diffus dont les causes sont de nature à la fois politique et professionnelle. D'un côté, certaines rivalités se font jour entre officiers de carrière et officiers rappelés pour participer aux opérations d'outre-mer. D'autre part, [...] les risques que comporte sur le plan intérieur et extérieur, la poursuite d'une guerre sans issue provoquent les critiques de certains milieux militaires. Il s'agit d'ailleurs moins, en règle générale, des cadres supérieurs de la hiérarchie que d'officiers de rang moyen auxquels de profondes réformes d'ordre à la fois politique et sociale apparaissent indispensables*²⁴. »

Dans l'ensemble des documents sur lesquels nous avons pu mener notre recherche, ce sont les seules informations que nous avons trouvées concernant le processus qui culminera dans la « révolte des capitaines ». Un an avant cet événement, les diplomates français à Lisbonne soulignaient déjà les dangers qui guettaient le gouvernement portugais et le régime lui-même²⁵. Ils avaient raison, car Marcello Caetano semblait avoir perdu des appuis importants au sein de l'Église et surtout de l'armée. Le document que nous venons de citer contient des éléments fondamentaux pour expliquer le coup d'État du 25 avril 1974 : le mécontentement des officiers de rang moyen, ceux qui menaient sur le terrain africain les opérations militaires au jour le jour. Ces hommes connaissaient non

19. Archives du MAE, Direction Europe, Portugal, Politique intérieure, carton n° 3493. Télégramme n° 15/25. Urgent. Lisbonne, le 14 janvier 1997. À l'attention de M. De Nazelle. Voir aussi César Oliveira, Portugal, dos quatro cantos do Mundo à Europa : a descolonização (1974-76). Ensaio e documentos, op. cit., pp. 47-48 et 53.

20. Archives du MAE, Direction Europe, Portugal, Politique intérieure, carton n° 3493. Ambassade de France en Espagne. PL/YH, [Dépêche] n° 423/ EU. Madrid, le 8 mai 1971. Robert Gillet, ambassadeur de France en Espagne, à Son Excellence le ministre des Affaires étrangères.

21. Ce fut la période nommée à primavera marcelista par les Portugais.

22. Archives du MAE, Direction Europe, Portugal, Politique intérieure, carton n° 3493. Ambassade de France en Espagne. PL/YH, [Dépêche] n° 423/ EU. Madrid, le 8 mai 1971. Robert Gillet, ambassadeur de France en Espagne à Son Excellence le ministre des Affaires étrangères.

23. Archives du MAE, Direction Europe, Portugal, Politique intérieure, carton n° 3493. Ambassade de France au Portugal, télégramme n° 518-520 du 27 octobre 1971.

24. Archives du MAE, Direction Europe, Portugal, Politique intérieure, carton n° 3493. Ambassade de France au Portugal. Lisbonne, le 6 décembre 1973.

seulement l'inutilité d'une guerre sans issue militaire, mais ils éprouvaient aussi le besoin absolu d'un changement politique pour mettre fin au conflit et assurer un avenir au Portugal et à ses territoires africains.

Le 25 avril 1974 et sa portée actuelle

Face au pouvoir, prisonnier de l'héritage politique du salazarisme et de ses propres indécisions, la révolution des Œillets s'annonçait. En prenant le pouvoir le 25 avril 1974, les jeunes officiers du Mouvement des forces armées (MFA) ont fait preuve de courage et de lucidité face aux grandes questions historiques du moment. Leur triomphe fut celui d'un programme aussi simple qu'ambitieux : démocratiser, décoloniser, développer (« les trois D »). Toutefois, et malgré le vœu d'un processus « *sans convulsions intérieures* » émis par les militaires²⁶, les années 1974-1975 ont été une période de grande agitation révolutionnaire. En effet, après le 25 avril 1974, les Portugais ont dû trancher (parfois dans le vif) les « nœuds gordiens » hérités de l'*État nouveau*, et jusqu'au 25 novembre 1975, le Portugal fut sur le fil du rasoir. Si l'histoire approfondie de cette période reste toujours à écrire, beaucoup d'auteurs constatent néanmoins que, malgré tous les radicalismes, malgré la menace de nouvelles dictatures, malgré le danger de guerre civile, les objectifs essentiels du programme du MFA ont été atteints. Parmi ces objectifs figuraient les institutions démocratiques, la décolonisation et les bases légales d'une politique économique nouvelle mise au service du peuple portugais et tout particulièrement des couches sociales les plus défavorisées²⁷. Plus tard, ils ont été inscrits dans la nouvelle Constitution portugaise de 1976.

Le Portugal est devenu une démocratie politique et sa société s'ouvrait vers d'autres horizons. Cinq pays africains (la Guinée-Bissau, le Cap-Vert, São Tomé e Príncipe, l'Angola et le Mozambique) sont devenus indépendants grâce à la fin de la guerre coloniale²⁸. Avec la fin de l'Empire, un cycle de cinq siècles d'histoire s'achevait et le Portugal se tournait enfin vers l'Europe.

Le régime renversé par la révolution des Œillets ne pouvait pas résoudre son problème principal, celui de la guerre. Les sources historiques dont nous avons pu disposer nous montrent les dirigeants de l'*État nouveau* totalement impuissants, incapables d'apporter une réponse à la hauteur d'un si grave défi historique. Cela devrait inciter à la réflexion et à la prudence, tous ceux qui, de nos jours au Portugal, se permettent de porter des jugements précipités (et dont les objectifs restent inavoués) contre les hommes et les femmes qui ont pris sur leurs épaules la lourde responsabilité de la décolonisation.

Grâce à la révolution des Œillets, les Portugais ont retrouvé l'espoir et ont commencé la construction d'une société démocratique dans laquelle les hommes de l'*État nouveau* les considéraient incapables de vivre. Trente ans après, la grandeur et la générosité des militaires d'Avril restent toujours admirables. Au nom des intérêts fondamentaux de la *res publica*, les jeunes capitaines ont renversé la dictature et ont conquis le pouvoir pour le rendre ensuite aux civils.

Le programme du MFA a reçu l'adhésion des citoyens. Ce document était porteur d'une conception de démocratie qui allait bien au-delà de la simple démocratie politique. Celle-ci est fondamentale et plus de 91 % des citoyens portugais y ont montré leur attachement au moment des élections pour l'Assemblée constituante, le 25 avril 1975²⁹. Mais la démocratie contient aussi une dimension économique, sociale et culturelle. Elle reste toujours à construire et « les trois D » du programme du MFA : démocratiser, décoloniser, développer, sont toujours d'actualité.

Suite à l'institutionnalisation du régime démocratique, le Portugal est devenu membre de plein droit de la Communauté économique européenne en 1986. Intégré au sein de l'actuelle Union européenne, le pays est entraîné aujourd'hui par une dynamique néo-libérale dont l'objectif principal semble être le seul profit sans le moindre égard pour les personnes. Les droits sociaux sont mis en cause. Dans l'Europe à vingt-cinq membres, le « dumping social » gagne du terrain jour après jour. Nous assistons à l'égalisation par le niveau le plus bas. Sur cette toile de fond portugaise et européenne, les sources historiques du 25 avril 1974 restent d'actualité. Ayant une conception élargie de la démocratie, elles sont porteuses d'espoir et sont aussi les sources d'un autre avenir. Commémorer le trentième anniversaire de la Révolution des Œillets prend de la valeur dans la mesure où l'histoire nous rend possible un regard attentif sur le passé. Cela nous permet de mieux comprendre le présent et d'ouvrir avec lucidité les chemins de l'avenir.

J. C. J. A.

25. Archives du MAE, Direction Europe, Portugal, Politique intérieure, carton n° 3493. Ambassade de France au Portugal, n° 53/EU, Lisbonne, le 12 janvier 1973. Jacques Tiné, ambassadeur de France au Portugal, à son Excellence Monsieur le ministre des Affaires étrangères. « *L'histoire [sic] ne se répète jamais exactement, mais le souvenir de la monarchie disparue en un jour et sans recours, voici soixante ans doit hanter parfois certains esprits.* »

26. Cf. « Programa do Movimento das Forças Armadas », in Afonso Praça, Albertino Antunes, António Amorim, Cesário Borge et Fernando Cascais (coord.), *25 de Abril*, Lisboa, Casa Viva Editora, Limitada, 2^{ème} éd. revue et augmentée, le 16 mai 1974 (1^{ère} éd. le 5 mai 1974), p. 181-186.

27. Cf. *Ibid.*, p. 185.

28. La République de Guinée-Bissau avait déclaré unilatéralement son indépendance le 24 septembre 1973. Au moment de la Révolution des Œillets, ce nouvel État avait déjà été reconnu par quatre-vingts pays, environ. Cf. Boaventura de Sousa Santos, Maria Manuela Cruzeiro e Maria Natércia Coimbra, *O pulsar da Revolução. Cronologia da Revolução de 25 de Abril de 1974 (1973-1976)*, s. l., edições Afrontamento e Centro de Documentação 25 de Abril da Universidade de Coimbra, 1997, p. 20.

29. *Ibid.*, p. 208.